

**Il y a  
urgence,  
Monsieur le  
Ministre**

# Lettre ouverte au ministre de l'Education nationale

Monsieur le Ministre,

Nous sommes consternés par vos récentes déclarations.

*Vous dites avoir «la plus grande écoute et la plus grande estime pour les enseignants de France, et ils le savent. Je pense que c'est même ma marque de fabrique depuis que je suis arrivé.»*

*Vous dites œuvrer à «l'école de la confiance».*

*Vous affirmez : «les choix budgétaires que j'ai fait vont dans le sens d'une amélioration du pouvoir d'achat des professeurs».*

Vous ne pouvez l'ignorer, monsieur le Ministre, les personnels de votre ministère, de toutes catégories, comme tous les fonctionnaires, se sentent méprisés, abandonnés. Nous vous l'avons redit par courrier et en audience en décembre.

Ni les heures supplémentaires, ni l'évolution des carrières au mérite, ni l'addition de primes, ni le miroir aux alouettes du protocole PPCR ne compensent l'effondrement du pouvoir d'achat subi depuis des années.

Nous exigeons, monsieur le Ministre, à nouveau l'ouverture immédiate de négociations salariales sur l'augmentation de la valeur du point d'indice ainsi que sur une vraie revalorisation des grilles.

Ce que votre gouvernement a dû concéder face à la mobilisation des agents du ministère de l'Intérieur, par la négociation, doit être étendu à l'ensemble des agents publics.

Vous affirmez que les réformes que vous mettez en œuvre dans l'Education nationale suscitent l'adhésion des personnels.

Alors même que les enseignants et tous les personnels sont épuisés par les réformes successives qui éclatent le cadre national de l'école de la république et dégradent les conditions de travail.

Vous supprimez 2 650 postes de personnels enseignants dans le secondaire pour 40 000 élèves supplémentaires à la rentrée 2019, vous supprimez 400 postes de personnels administratifs, vous ne créez pas les milliers de postes nécessaires dans l'enseignement élémentaire.

Voilà la réalité crue de vos réformes.

Ce qui est nécessaire, ce que veulent les personnels, le dégel du point d'indice, c'est la création massive de postes. Vos réformes ne sont pas les nôtres : lycée, bac, voie professionnelle, vous devez les suspendre et ouvrir des négociations avec les organisations syndicales.

Il y a urgence, Monsieur le Ministre. Une nouvelle fois, nous condamnons vos propos et décisions de répression contre les lycéens et étudiants qui avec raison, remettent en cause l'application de la réforme du lycée, du bac et Parcoursup qui instaure la sélection pour l'entrée à l'université.

Nous n'accepterons aucune remise en cause à la liberté de manifester, tout comme nous n'accepterons aucune remise en cause à la liberté d'expression des fonctionnaires, garantie par l'article 6 du statut de la fonction publique.

Il n'y a d'autre voie que d'ouvrir de sérieuses discussions pour répondre aux revendications.

Comme tout le gouvernement, vous restez sourd au profond mouvement qui s'exprime dans les écoles, les lycées, les établissements et les services par des grèves, manifestations et motions et aussi à travers la mobilisation des «gilets jaunes» et aussi des «stylos rouges».

C'est pourquoi, monsieur le Ministre, à nouveau, et publiquement nous vous demandons d'ouvrir immédiatement des négociations sérieuses sur la base des revendications des personnels.

- L'arrêt de toutes les politiques d'austérité donc l'augmentation immédiate des traitements par le déblocage de la valeur du point d'indice et l'abandon de la réforme des retraites
- L'abandon des réformes qui mettent à mal les statuts, fragilisent l'égalité républicaine et suppriment des postes (Parcour-sup, réforme du baccalauréat et du lycée, fusion des académies, projet de loi «Ecole de la confiance»)
- Le maintien de tous les services et de tous les établissements, de toutes les missions et de tous les personnels, la création des postes nécessaires et aussi des postes spécialisés et postes nécessaires pour les élèves à besoins particuliers
- Le réemploi de tous les personnels précaires et un vrai plan de titularisation des agents non-titulaires sur emploi statutaire
- Le recrutement massif de médecins de prévention fonctionnaires d'Etat, afin que le ministère se mette en conformité avec les obligations réglementaires. Nous demandons que soient revues à cette fin les grilles salariales des médecins de prévention.

Cette négociation est une demande immédiate et nous ne nous contenterons pas d'une concertation où il n'y a rien à négocier. Notre Fédération a déposé un préavis de grève national à compter du 7 janvier.

Les personnels s'expriment, ils se réunissent en heures d'informations syndicales, ils se réunissent en assemblées générales, ils multiplient les initiatives, les pétitions, les motions, les grèves.

Ils attendent des réponses, des discussions sérieuses, sur leurs revendications.

Il y a urgence.

Hubert Raguin,  
secrétaire général de la FNEC FP-FO